



Commission sur l'égalité et la non-discrimination
AS/Ega/Inf (2026) 01rev4
19 juin 2026

Programme de travail (2026)

Table des matières :

1. Rapports débattus en 2026	3
1.1. Pour une interdiction des pratiques de conversion	3
1.2. Tracer la voie pour une culture du consentement	3
1.3. Promouvoir la Convention d'Istanbul et améliorer sa mise en œuvre : mettre à profit l'expérience acquise	3
1.4. Lutte contre la discrimination fondée sur la religion et protection de la liberté de religion ou de conviction en Europe	3
1.5. Renforcer la coopération entre les parlements et les organismes de promotion de l'égalité	3
2. Rapports en cours de préparation	3
2.1. La situation des minorités nationales en Ukraine	3
2.2. La pornographie violente : un test pour les droits humains	4
2.3. Éliminer les stéréotypes de genre dans les médias	4
2.4. Intelligence artificielle et égalité de genre : risques et défis	5
2.5. Protéger la diversité ethnique et religieuse en Syrie	5
2.6. La détérioration des droits des femmes en Afghanistan : la nécessité d'une réponse internationale	5
2.7. Partage égal du travail de soins non rémunéré entre les femmes et les hommes : une condition préalable à l'égalité de genre	6
2.8. Sur la voie de la parité : soutenir les jeunes femmes en politique	6
2.9. Protection globale des enfants issus de familles arc-en-ciel à travers l'Europe	6
2.10. Intégrer la mémoire collective : préserver la mémoire historique des Roms et des Gens du voyage pour lutter contre l'antitsiganisme	6
2.11. Lutter contre le recul des droits des femmes : une réponse européenne	6
2.12. Renforcer la dimension affective et émotionnelle de l'éducation complète à la sexualité pour prévenir et combattre la discrimination, les crimes de haine et la violence fondée sur le genre	6
2.13. Prévention et lutte contre la violence vicariante en tant que forme de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre	6
2.14. L'impact de l'intelligence artificielle sur la vie des personnes âgées: opportunités, risques et réponses politiques	7
2.15. Attaques contre les droits des personnes LGBTI en Europe: une menace démocratique	7
2.16. Plateformes de médias sociaux, femmes et filles : exploiter le potentiel démocratique tout en préservant les droits fondamentaux	7
3. Avis en cours de préparation	7
3.1. Examen du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de la République kirghize	7
3.2. La situation des soldats ukrainiens invalides à la suite des hostilités	7
3.3. Climat et égalité de genre – Renforcer la protection des droits des femmes face au dérèglement climatique	7
4. Bureau de la commission	7
5. Rapporteur-es généraux	7
6. Sous-commissions	8
7. Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence	8
8. Alliance parlementaire contre la haine	8
9. Plateforme parlementaire pour les droits des personnes LGBTI en Europe	8
10. Réunions en 2026	9

11. Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes 9
12. Secrétariat 10
13. Site internet et réseaux sociaux 10

1. Rapports débattus en 2026

1.1. Pour une interdiction des pratiques de conversion

Rapporteuse : Mme Kate Osborne (Royaume-Uni, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15883](#), renvoi 4786 du 26.01.2024
- Débattu lors de la 1^{ère} partie de session 2026
- A abouti à la [Résolution 2643 \(2026\)](#)

1.2. Tracer la voie pour une culture du consentement

Rapporteuse : M^{me} Zita Gurmai (Hongrie, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16133](#), renvoi 4873 du 11.04.2025
- Débattu lors de la 2^{ème} partie de session 2026
- A abouti à la [Résolution 2650 \(2026\)](#)

1.3. Promouvoir la Convention d'Istanbul et améliorer sa mise en œuvre : mettre à profit l'expérience acquise

Rapporteuse : M^{me} Zita Gurmai (Hongrie, SOC)

Rapporteuse précédente : M^{me} Etilda Gjonaj (Albanie, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15942](#), renvoi 4807 du 19.04.2024 ;
- Débattu lors de la 2^{ème} partie de session 2026
- A abouti à la [Résolution 2649 \(2026\)](#)

1.4. Lutte contre la discrimination fondée sur la religion et protection de la liberté de religion ou de conviction en Europe

Anciens titres : Des règles mondiales pour éliminer toutes les formes d'oppression religieuse ; Lutter contre la discrimination fondée sur la religion et protéger la liberté de religion et de conviction en Europe

Rapporteur : M. Francesco Verducci (Italie, SOC)

Rapporteuse précédente : M^{me} Arta Bilalli Zendeli (Macédoine du Nord, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15700](#), renvoi 4726 du 28.04.2023
- Débattu lors de la 2^{ème} partie de session 2026
- A abouti à la [Résolution 2647 \(2026\)](#)

1.5. Renforcer la coopération entre les parlements et les organismes de promotion de l'égalité

Rapporteuse : M^{me} Tuula Haatainen (Finlande, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15905](#), renvoi 4791 du 07.03.2024
- Débattu lors de la réunion de la Commission permanente le 22 mai 2026
- A abouti à la [Résolution 2658 \(2026\)](#)

2. Rapports en cours de préparation

2.1. La situation des minorités nationales en Ukraine

Ancien titre : L'aggravation constante de l'accès des minorités nationales d'Ukraine à l'éducation dans leur langue maternelle : nécessité d'assurer un suivi de la Résolution 2189 (2017) de l'Assemblée parlementaire et Violation des droits des minorités nationales en Ukraine

Rapporteur : M. Christophe Lacroix (Belgique, SOC)

Rapporteur-es précédent-es : M^{me} Elvira Kovács (Serbie, PPE/DC), M. Randolph De Battista (Malte, SOC)

- Origine : propositions de résolution, Docs. [15334](#) et [15339](#), renvoi 4603 du 27.09.2021
- Date d'expiration pour l'adoption : 27.09.2023, prolongée jusqu'au 31.12.2026

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
30.11.2021 (en format hybride)	Communication de la rapporteure	
12.05.2022 (Stockholm)		Échange de vues sur les « Minorités nationales en Europe », avec M. Kairat Abdrakhmanov, Ambassadeur, Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales.
24.03.2023 (Paris)	Communication de la rapporteure	
23.01.2024 (Strasbourg)		Audition conjointe avec la commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi), avec la participation de

		M ^{me} Veronika Bilková, membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) au titre de la Tchéquie, vice-présidente de la Commission de Venise et un des rapporteurs de l'avis sur la Loi relative aux minorités (communautés) nationales, Tchéquie ; M. Ashot Avanesyan, président du Conseil des communautés nationales d'Ukraine, Ukraine (en ligne) ; et M ^{me} Olga Stefanishyna, Vice-Première ministre chargée de l'Intégration européenne et euro-atlantique, Ukraine (en ligne).
09.04.2025	Note introductive	
30.09.2025 (Strasbourg)		Audition conjointe à huis clos avec la commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi), avec la participation de M. Christophe Kamp, Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, M. Hallvard Gorseth, directeur, Direction de l'égalité en droits et en dignité, Conseil de l'Europe et M. Ashot Avanesyan, président du Conseil des communautés nationales d'Ukraine (en ligne).

2.2. La pornographie violente : un test pour les droits humains

Ancien titre : La pornographie violente.

Rapporteuse : M^{me} Laura Castel (Espagne, GUE)

Rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable : M. Joseph O'Reilly (Irlande, PPE/DC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15972](#), renvoi 4809 du 19.04.2024
- Date d'expiration pour l'adoption : 30.06.2026

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
03.10.2024 (Strasbourg)	Note introductive	
29.01.2025 (Strasbourg)		M ^{me} Noelia Igareda, directrice, Groupe de recherche Antigone, Université autonome de Barcelone (en ligne), D ^r José Luis García Fernández, sexologue, psychologue clinicien et chercheur sur l'impact de la pornographie violente chez les enfants, et M ^{me} Johanna Nelles, cheffe de division et secrétaire exécutive de la Convention d'Istanbul.
18.03.2025 (Strasbourg)	Note d'information	
08.04.2025 (Strasbourg)		M ^{me} Maree Crabbe, directrice, It's Time We Talked, Australie (en ligne), et M ^{me} Ruth Breslin, directrice, Institut de recherche et de politique sur l'exploitation sexuelle, Irlande.
12.05.2025 (Paris)	Avant-projet de rapport	
28.05.2026 (Athènes)	Projet de rapport	

2.3. Éliminer les stéréotypes de genre dans les médias

Rapporteuse : M^{me} Yevheniia Kravchuk (Ukraine, ADLE)

Rapporteur pour avis de la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M. Benjamin Dalle (Belgique, PPE/DC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15975](#), renvoi 4812 du 24.05.2024
- Date d'expiration pour l'adoption : 30.06.2026

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
05.12.2024 (Paris)	Note introductive	
23.06.2025 (Strasbourg)	Communication de la rapporteure	
11.09.2025 (San Anton)	Note d'information	
02.10.2025 (Strasbourg)		Audition conjointe avec la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias avec la participation

		de M. Gilles Fontaine, responsable du département Informations sur les marchés, M ^{me} Agnes Schneeberger, analyste TV et marchés VOD, département Information sur les marchés, Observatoire européen de l'audiovisuel et M ^{me} Anne Richardson, Senior Project Manager sur la diversité, l'équité et l'inclusion, Union Européenne de Radio-Télévision (UER) (en ligne).
28.05.2026 (Athènes)	Projet de rapport	

2.4. Intelligence artificielle et égalité de genre : risques et défis

Rapporteuse : M^{me} Edite Estrela (Portugal, SOC)

Rapporteuse pour avis de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M^{me} Mia Karamehić-Abazović (Bosnie-Herzégovine, NI)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15986](#), renvoi 4816 du 24.06.2024
- Date d'expiration pour l'adoption : 24.12.2026

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
09.04.2025 (Strasbourg)	Note introductive	
03.12.2025 (Paris)		M. Leonhard den Hertog, chargé de mission, Unité Égalité entre les hommes et les femmes, DG JUST, Commission européenne, (en ligne) ; M ^{me} Louise Hooper, avocate et experte indépendante auprès du Comité d'expert-es du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination.
20.03.2026 (Paris)		M. David Milner, Chef de la Division de la Coopération intergouvernementale en matière de droits humains et Secrétaire du Comité directeur pour les droits humains, DG I, Conseil de l'Europe (en ligne) ; M ^{me} Charlotte Gilmartin, Cheffe de l'Unité des politiques et Secrétaire de la Commission pour l'égalité de genre, Division de l'égalité de genre, DG II, Conseil de l'Europe .
28.05.2026 (Athènes)	Note d'information	

2.5. Protéger la diversité ethnique et religieuse en Syrie

Rapporteuse : M^{me} Bisera Kostadinovska-Stojchevska (Macédoine du Nord, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16110](#), renvoi 4857 du 07.04.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 07.04.2027

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
20.03.2026 (Paris)	Note introductive	Dr Karim El Mufti, professeur de sciences politiques, d'affaires internationales et de droit international, Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban ; Dr Myriam Benraad, professeure honoraire à l'université d'Exeter, chercheuse, Institut de Recherches et d'études sur le Monde Arabe et Musulman, Paris.

2.6. La détérioration des droits des femmes en Afghanistan : la nécessité d'une réponse internationale

Rapporteuse : M^{me} Maria Syrengela (Grèce, PPE/DC)

Rapporteur-e pour avis de la Commission des migrations, de la protection internationale et de la coopération économique : M^{me} Sena Nur Çelik Kanat (Türkiye, NI)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16115](#), renvoi 4859 du 07.04.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 07.04.2027

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
30.09.2025 (Strasbourg)	Note introductive	

03.12.2025 (Paris)		M ^{me} Nazifa Yusufi Bek, professeure et militante, défenseure des droits humains et des droits des femmes, ancienne députée en Afghanistan, présidente du Réseau des femmes parlementaires et leaders afghanes (AWPLN) (en ligne) ; M ^{me} Shah Gul Rezaie, ancienne membre du Parlement afghan ; M ^{me} Mobina Akbari, membre fondatrice du Réseau des femmes parlementaires et leaders afghanes (AWPLN) et ancienne experte en politiques et programmes au ministère afghan de la condition des femmes (en ligne) ; M. Richard Bennett, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'Afghanistan (en ligne).
21.04.2026 (Strasbourg)	Note d'information	
28.05.2026 (Athènes)		Mme Sajia Behgam, Militante pour le droit à l'éducation ; Mme Homa Ahmadi, Ancienne députée de la province de Logar, en Afghanistan, co-fondatrice du Réseau des femmes parlementaires et dirigeantes afghanes (AWPLN) ; Mme Elaha Hashimi, Représentante de la jeunesse ; Mme Elhama Hashimi, Représentante de la jeunesse ; Dr Nadina Christopoulou, Directrice et co-fondatrice, Melissa Network ; Représentante d'ONU Femmes (en ligne).

2.7. Partage égal du travail de soins non rémunéré entre les femmes et les hommes : une condition préalable à l'égalité de genre

Rapporteuse : M^{me} Wanda Nowicka (Pologne, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16158](#), renvoi 4882 du 23.05.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 23.05.2027

Examen en commission

Date et lieu	Document	Audition avec la participation de
27.01.2026 (Strasbourg)	Note introductive	

2.8. Sur la voie de la parité : soutenir les jeunes femmes en politique

Rapporteuse : M^{me} Aysu Bankoğlu (Turquie, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16256](#), renvoi 4913 du 21.11.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 21.11.2027

2.9. Protection globale des enfants issus de familles arc-en-ciel à travers l'Europe

Rapporteuse : M^{me} Lucia Plaváková (République Slovaque, ADLE)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16299](#), renvoi 4929 du 26.01.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 26.01.2028

2.10. Intégrer la mémoire collective : préserver la mémoire historique des Roms et des Gens du voyage pour lutter contre l'antitsiganisme

Rapporteur : M. Georgios Stamatis (Grèce, PPE/DC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16300](#), renvoi 4930 du 26.01.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 26.01.2028

2.11. Lutter contre le recul des droits des femmes : une réponse européenne

Rapporteuse : Baroness Lyn Brown (Royaume-Uni, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16339](#), renvoi 4944 du 20.04.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 20.04.2028

2.12. Renforcer la dimension affective et émotionnelle de l'éducation complète à la sexualité pour prévenir et combattre la discrimination, les crimes de haine et la violence fondée sur le genre

Rapporteur : M. Francesco Verducci (Italie, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16318](#), renvoi 4936 du 30.01.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 30.01.2028

2.13. Prévention et lutte contre la violence vicariante en tant que forme de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre

Rapporteuse : Mme Luz Martínez Seijo (Espagne, SOC)

Rapporteur-e pour opinion de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable : à désigner

- Origine : proposition de résolution, Doc 16366 renvoi 4963 du 24.04.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 24.04.2028

2.14. L'impact de l'intelligence artificielle sur la vie des personnes âgées: opportunités, risques et réponses politiques

- *Rapporteuse: Mme Andrea Eder-Gitschthaler (Autriche, PPE/DC)*
- Origine : proposition de résolution, Doc. [16367](#) renvoi 4964 du 24.02.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 24.04.2028

2.15. Attaques contre les droits des personnes LGBTI en Europe: une menace démocratique

- *Rapporteur-e : à désigner*
- Origine : proposition de résolution, Doc. [16354](#) renvoi 4952 du 20.04.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 20.04.2028

2.16. Plateformes de médias sociaux, femmes et filles : exploiter le potentiel démocratique tout en préservant les droits fondamentaux

Rapporteur-e : à désigner

- Origine : proposition de résolution, Doc. [16369](#) renvoi 4965 du 24.04.2026
- Date d'expiration pour l'adoption : 20.04.2028

3. Avis en cours de préparation

3.1. Examen du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de la République kirghize

Rapporteuse pour avis : Mme Béatrice Fresko-Rolfo (Monaco, ADLE)

Rapporteuse précédente : M^{me} Petra Bayr (Autriche, SOC)

Rapporteuse pour rapport de la Commission des questions politiques et de la démocratie : M^{me} Marietta Karamanli (France, SOC)

Rapporteur pour avis de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme : M. Serhii Kalchenko (Ukraine, CEPA)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 15810](#), renvoi 4768 du 09.10.2023
- Date d'expiration pour l'adoption : 09.10.2026

3.2. La situation des soldats ukrainiens invalides à la suite des hostilités

Rapporteur pour avis : M. Georgios Stamatis (Grèce, PPE/DC)

Rapporteur pour rapport de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable : M. Jan Filip Libicki (Pologne, PPE/DC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16063](#), renvoi 4845 du 27.01.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 27.01.2027

3.3. Climat et égalité de genre – Renforcer la protection des droits des femmes face au dérèglement climatique

Rapporteuse pour avis : M^{me} Sevilay Çelenk (Türkiye, GUE)

Rapporteur pour rapport de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable : Aurora Florida (Italie, SOC)

- Origine : proposition de résolution, [Doc. 16224](#), renvoi 4903 du 29.09.2025
- Date d'expiration pour l'adoption : 29.09.2027

4. Bureau de la commission

Présidente : M^{me} Béatrice Fresko-Rolfo (Monaco, ADLE)
1^{er} vice-présidente : M^{me} Luz Martínez Seijo (Espagne, SOC)
2^e vice-présidente : M^{me} Maria Syrengela (Grèce, PPE/DC)
3^e vice-présidente : M^{me} Sevilay Çelenk (Türkiye, GUE)

5. Rapporteur-es généraux

Rapporteuse générale sur la violence à l'égard des femmes : M^{me} Luz Martínez Seijo (Espagne, SOC)

Rapporteur général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance : M. Francesco Verducci (Italie, SOC)

Rapporteur-e générale sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) : M^{me} Kate Osborne (Royaume-Uni, SOC)

Rapporteur général sur les Roms et les Gens du voyage : M. Georgios Stamatis (Grèce, PPE/DC)

Rapporteuse pour la jeunesse : M^{me} Aysu Bankoğlu (Turquie, SOC)

6. Sous-commissions

Sous-commission sur les droits des minorités

Président-e : ZZ...

Vice-président-e : ZZ...

Sous-commission sur le handicap et la discrimination multiple et intersectionnelle

Présidente : M^{me} Mariia Mezentseva-Fedorenko (Ukraine, PPE/DC)

Vice-président : M. Georgios Stamatis (Grèce, PPE/DC)

7. Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence

Site internet : <https://pace.coe.int/fr/pages/network-violence-women>

Sur la base de la [Résolution 1635 \(2008\)](#) et de la [Recommandation 1847 \(2008\)](#) sur « Combattre la violence à l'égard des femmes », la commission sur l'égalité et la non-discrimination anime le Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence.

Le réseau est une structure *sui generis*, composée de parlementaires de référence des délégations nationales, d'observateurs et de partenaires pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire. En 2011, à la suite de l'ouverture à la signature de la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique \(Convention d'Istanbul, STCE N° 210\)](#), le réseau s'est fixé comme objectif principal d'encourager de nouvelles signatures et ratifications de cet instrument, afin de favoriser son entrée en vigueur dans les meilleurs délais. À la suite de l'entrée en vigueur de la convention, en août 2014, le réseau continue à promouvoir sa ratification et à développer des activités liées à sa mise en œuvre.

Le réseau est présidé par la rapporteure générale ou le rapporteur général sur la violence à l'égard des femmes, qui agit comme coordinatrice ou coordinateur politique.

8. Alliance parlementaire contre la haine

Site internet : <https://pace.coe.int/fr/pages/no-hate>

Dans le cadre du suivi apporté à la [Résolution 1967 \(2014\)](#) de l'Assemblée « Une stratégie pour la prévention du racisme et de l'intolérance en Europe », la commission sur l'égalité et la non-discrimination a proposé d'établir une Alliance parlementaire contre la haine.

L'alliance a été officiellement lancée le 29 janvier 2015, à Strasbourg. Elle réunit des parlementaires, membres de l'Assemblée parlementaire, qui s'engagent à prendre des positions publiques, fermes et proactives contre le racisme, la haine et l'intolérance, quels qu'en soient les motifs et la manière dont ils se manifestent. Leur engagement est formalisé par la signature de la Charte des engagements des membres de l'Alliance.

Les principales activités de l'alliance sont menées au niveau national. Ses membres s'engagent à :

- sensibiliser les responsables politiques et la société civile contre le racisme et l'intolérance ;
- promouvoir le respect de l'égalité, de la non-discrimination et le respect de la diversité, tels que consacrés dans la Convention européenne des droits de l'homme et ses protocoles ;
- échanger des informations sur les lois et les bonnes pratiques en matière de prévention et de lutte contre le racisme, la haine et l'intolérance avec des parlementaires d'autres pays ;
- soutenir le travail des comités nationaux du « Mouvement contre le discours de haine » du Conseil de l'Europe et y participer.

Les travaux de l'alliance sont coordonnés par la rapporteure générale ou le rapporteur général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance, avec le soutien du bureau de la commission sur l'égalité et la non-discrimination.

9. Plateforme parlementaire pour les droits des personnes LGBTI en Europe

Site internet : pace.coe.int/fr/pages/network-rights-lgbti

Dans sa [Résolution 2417 \(2022\)](#) « Lutte contre la recrudescence de la haine à l'encontre des personnes LGBTI en Europe », l'Assemblée a appelé la création d'un réseau de ses membres intéressés, afin de faciliter la coopération avec et entre les parlements nationaux visant à promouvoir l'égalité pleine et effective des personnes LGBTI à travers l'ensemble du continent.

La commission sur l'égalité et la non-discrimination a adopté le 26 avril 2022 le mandat de la Plateforme parlementaire pour les droits des personnes LGBTI en Europe. Celle-ci est composée de parlementaires des délégations nationales, d'observateurs et de partenaires pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire, ainsi que de membres désignés par d'autres commissions de l'Assemblée et d'un membre associé désigné par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe. Des membres d'autres réseaux interparlementaires similaires peuvent également être invités à participer à ses travaux.

Dans l'exercice de ses fonctions, la plateforme œuvre entre autres pour faciliter l'échange de bonnes pratiques entre les parlements nationaux, promouvoir la prise en compte des droits des personnes LGBTI dans l'ensemble des travaux de l'Assemblée, renforcer la voix de l'Assemblée dans ce domaine et promouvoir des synergies avec d'autres activités pertinentes du Conseil de l'Europe.

La plateforme est coordonnée par la rapporteure générale ou le rapporteur général pour les droits des personnes LGBTI en Europe, avec l'appui du bureau de la commission sur l'égalité et la non-discrimination.

10. Réunions en 2026

	Commission sur l'égalité et la non-discrimination	Sous-commission sur les droits des minorités	Sous-commission sur le handicap et la discrimination multiple et intersectionnelle	Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence	Alliance parlementaire contre la haine	Plateforme parlementaire pour les droits des personnes LGBTI en Europe
Strasbourg	1 ^{re} partie de session de 2026 (27 et 29.01.2026)					28.01.2026
New York				11-13.03.2026		
Paris	20.03.2026	20.03.2026	20.03.2026		20.03.2026	
Strasbourg	2 ^e partie de session de 2026 (20-24.04.2026)	22.04.2026	22.04.2026	21.04.2026		
Athènes	28-29.05.2026					
Strasbourg	3 ^e partie de session de 2026 (22-26.06.2026)				23.06.2026	
Paris	18.09.2026					
Strasbourg	4 ^e partie de session de 2026 (29.09 et 02.10.2025)					Date à confirmer
Paris	30.11.2026			30.11.2026		

11. Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes

Lancé en 2023 et portant le nom de Vigdís Finnbogadóttir, première femme au monde à avoir été élue chef d'État, ce Prix annuel est doté d'une somme de 60 000 euros et d'un trophée. Il récompense des personnes, des organisations ou des initiatives exceptionnelles qui témoignent d'un engagement significatif en faveur de l'empouvoirement des femmes et des filles dans toute leur diversité.

À une époque où les droits des femmes et l'égalité de genre sont confrontés à des défis croissants en Europe et au-delà, ce Prix distingue des réalisations en matière de promotion de l'égalité de genre, de participation égale à la prise de décision, et de politiques et pratiques inclusives qui contribuent à la participation pleine et à pied d'égalité des femmes à la vie politique, sociale et économique.

Toute personnes, groupe de la société civile, association ou entreprise privée peut être nommé pour le Prix. Les candidatures doivent être soumises en anglais ou en français, en complétant le formulaire figurant sur la [page web du Prix](#), et doivent être soutenues par les signatures d'au moins cinq sponsors. La procédure de candidature pour 2026 est désormais close.

Le Prix Vigdís 2026 sera remis lors d'une cérémonie officielle à Strasbourg **le 22 juin 2026**, pendant la session d'été de l'Assemblée parlementaire.

La première édition du Prix Vigdís a été décernée en 2024 au Centre des femmes Irida (Grèce), une ONG locale qui soutient les femmes victimes de pauvreté, d'exclusion sociale et de violence fondée sur le genre. En 2025, le Prix a été décerné à Women of the Sun (Palestine), en reconnaissance de son travail en faveur des droits des femmes et de la consolidation de la paix.

12. Secrétariat

M^{me} Louise BARTON, directrice des commissions, Direction II - Sociétés inclusives et durables et de la coopération, cheffe *ad interim* du secrétariat de la commission sur l'égalité et la non-discrimination
☎: +33 (0)3 88 41 29 59
E-mail : louise.barton@coe.int

M^{me} Carolina LASÉN DIAZ, secrétaire
☎ +33 (0)3 90 21 56 79
E-mail : carolina.lasen-diaz@coe.int

M. Giorgio LODDO, secrétaire
☎: +33 (0)3 90 21 59 08
E-mail : giorgio.loddo@coe.int

M^{me} Elodie FISCHER, secrétaire
☎ +33 (0)3 90 21 56 34
E-mail : elodie.fischer@coe.int

M^{me} Louise MORLON, chargée de projet
☎: +33 (0)3 90 21 40 14
E-mail : louise.morlon@coe.int

M^{me} Anne-Marie KLEIN, assistante
☎: +33 (0)3 90 21 44 50
E-mail : anne-marie.klein@coe.int

M^{me} Sorina LECLER, assistante
☎: +33 (0)3 90 21 56 95
E-mail : sorina.lecler@coe.int

M^{me} Leonor TEJADO, assistante
☎: +33 (0)3 90 21 42 52
E-mail : leonor.tejado@coe.int

E-mail commission : asega@coe.int
E-mail alliance : nohatealliance@coe.int
E-mail réseau : womenfreefromviolence@coe.int
E-mail plateforme : LGBTI.platform@coe.int

13. Site internet et réseaux sociaux

pace.coe.int/fr/pages/committee-29/AS-EGA
pace.coe.int/fr/pages/networks
pace.coe.int/fr/pages/network-violence-women
<https://www.facebook.com/NetworkWomenFreefromViolence/>
pace.coe.int/fr/pages/no-hate
pace.coe.int/fr/pages/network-rights-lgbti
[X.com/PACE_Equality](https://www.instagram.com/pace_coe/)
https://www.instagram.com/pace_coe/